



Monsieur le Président,

Le CSAL qui se tient aujourd'hui intervient quelques jours après l'annonce de la dissolution de l'Assemblée Nationale par le président de la République, une manœuvre de plus pour une majorité relative et aux abois.

Qu'on le veuille ou non la dissolution de l'assemblée nationale, lorsqu'on détient la « majorité que l'on sait » est un aveu d'échec ou pour le moins d'impuissance.

Plus que cette tentative désespérée, CGT Finances Publiques et FO Finances publiques retiennent surtout le score insupportable de l'extrême droite en Europe et particulièrement en France.

Les politiques anti-sociales et de rejet de l'autre, menées depuis des mois, que nous n'avons jamais cessé de condamner et le refus de considérer les revendications provoquant un déni de démocratie sociale ont conduit de nombreux électeurs à la défiance envers les organisations politiques.

Depuis des années, nous alertons sur la fracture sociale qui s'installe de façon prégnante dans notre pays avec un recul des services publics dans les territoires, un désengagement de l'État dans l'action publique, un pouvoir d'achat qui diminue engendrant l'accroissement des inégalités, la paupérisation et la précarisation des salariés et des fonctionnaires.

Ces alertes n'ont jamais été entendues ni écoutées mais plutôt méprisées et le résultat en est ce moment historique pour notre pays.

Mais plus que ce constat, il s'agit aujourd'hui de combattre l'extrême droite et ses idées. Nous ne laisserons pas faire et mettrons toute notre énergie au développement d'autres politiques à l'écoute de toutes et tous. L'heure est à la mobilisation pour la préservation de l'intérêt général.

Le CSAL d'Indre-et-Loire est donc convoqué ce jour dans un tel contexte. Si nous étions prêts à siéger dans un premier temps, il nous apparaît inconcevable dans un second temps d'aborder les sujets à l'ordre du jour comme si de rien n'était. Nous ne participerons donc pas à cette séance et demandons le report de l'ensemble des instances après la date du 8 juillet 2024.

Pour nos missions, pour notre service public, parce que nous tenons à notre statut qui protège la population, parce que nous sommes attachés à la justice fiscale et à la juste répartition des richesses, CGT Finances publiques et FO Finances publiques appellent à participer à toutes les nouvelles initiatives qui seront prises dans cette période contre l'extrême droite et contre toutes les politiques régressives mises en œuvre par le gouvernement actuel.

Tours, le lundi 17 juin 2024

Vos élus CGT FiP et FO FiPen CSAL